

**RETOURNER LES SOUMISSION À:
Agence du revenu du Canada****Proposition à : l'Agence du revenu du Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté le Roi du Chef du Canada, en conformité avec les conditions énoncées dans la présente incluses par référence dans la présente et/ou incluses par référence aux annexes jointes à la présente les biens et/ou services énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Raison sociale et adresse du Soumissionnaire (s'assurer que le nom légal au complet du soumissionnaire est correctement indiqué)

Soumissionnaire doit identifier ci-bas le nom et le titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire

Signature du signataire autorisé

Date (aaaa-mm-jj)

Nom du signataire autorisé (caractère d'impression)

Titre du signataire autorisé (caractère d'impression)

(____)_____

No de téléphone

(____)_____

No de télécopieur

Adresse de courriel

DEMANDE DE PROPOSITION

Sujet Postes de travail d'analyse informatique judiciaire	
No d'invitation 1000466281	Date (aaaa-mm-jj)
L'invitation prend fin sur le 14 février 2024 (aaaa-mm-jj) à 14 h 00	Fuseau horaire HNE Heure Normale de l'Est
Autorité contractante Nom : Chelsea Fournier, Analyste principale à l'approvisionnement Adresse de courriel : Chelsea.fournier2@cra-arc.gc.ca	
No de téléphone ()	
No de télécopieur ()	
Destination Voir dans ce document	

**Table de matière**

Partie 1	Renseignements généraux	5
1.1	Introduction	5
1.2	Sommaire.....	6
1.3	Glossaire de termes	8
1.4	Séance de compte rendu des soumissionnaires	8
1.5	Tribunal canadien du commerce extérieur	8
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires	10
2.1	Exigences obligatoires	10
2.2	Instructions, clauses et conditions uniformisées A0000T (2012-07-16)	10
2.2.1	Révisions aux instructions uniformisées 2003	10
2.3	Transmission des propositions.....	14
2.4	Communications en période de soumission A0012T (2014-03-01)	14
2.5	Lois applicables – soumission A9070T (2014-06-26).....	14
2.6	Termes et Conditions	15
Partie 3	Directives sur la présentation de la soumission	16
3.1	Soumission - nombre d'exemplaires CRA MOD A0055T (2007-11-30)	16
3.2	Présentation et système de numérotation des soumissions CRA MOD A0054T (2007-11-30) 16	
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection.....	17
4.1	Généralités.....	17
4.2	Étapes du processus de sélection.....	17
Partie 5	Attestations	20
5.1	Attestations qui doivent être soumises au moment de la clôture des soumissions	20
5.1.1	Attestations coentreprises	20
5.1.2	Attestation aux fins du programme de marchés réservés aux entreprises autochtones	21
5.2	Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires	23
5.2.1	Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes	23
5.2.2	Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission	23
5.2.3	Ancien fonctionnaire CRA Mod A3025T 2014-06-26	23
5.2.4	Information rapport du vendeur.....	25



5.2.5	Attestation d'absence de collusion dans l'établissement de soumission	27
Appendices 29		
	Appendice 1: Critères d'évaluation obligatoires	29
	Appendice 2: Critères de cotation numérique	30
	Appendice 3: Proposition Financière	31
Partie 6	Modèle de contrat	33
6.1	Révision du nom du ministère	33
6.2	Restructuration de l'Agence	33
6.3	Besoin	33
6.3.1	Période du contrat	33
6.4	Clauses et conditions uniformisées CCAU A0000C (2012-07-16)	33
6.5	Conditions générales	34
6.6	Exigences relative à la sécurité	36
6.7	Responsables	36
6.7.1	Autorité contractante A1024C (2007-05-25)	36
6.7.2	Chargé de projet A1022C (2007-05-25)	36
6.7.3	Représentant de l'entrepreneur	37
6.8	Livraison	37
6.9	Inspection et acceptation	37
6.10	Base de paiement C0207C (2013-04-25)	37
6.11	Instructions relatives à la facturation	37
6.12	Mode de paiement	37
6.12.1	Paiement par dépôt direct	38
6.12.2	Paiement par chèque (Pour les entrepreneurs basés à l'étranger. À supprimer sinon applicable)	38
6.13	Attestations	38
6.13.1	Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – manquement de la part de l'entrepreneur	38
6.14	Coentreprises (NOTE aux soumissionnaires: cette clause sera éliminée à l'attribution du contrat si elle ne s'applique pas)	39
6.15	Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires	39
6.16	Lois applicables A9070C (2014-06-26)	39
6.17	Ordre de priorité des documents A9140C (2007-05-25)	40



6.18	Règlement extrajudiciaire des différends	40
6.18.1	Le bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)	40
6.18.2	Administration du contrat	41
6.19	Attestation du statut d'entreprise autochtone (À supprimer au moment de l'attribution du contrat si cela ne s'applique pas)	41
6.20	Avis sur les événements de cybersécurité	41
Annexes	43	
Annexe A	: Énoncé des travaux	44
Annexe A-1	: Exigences relatives aux produits	46
Annexe A-2	: Calendrier de livraison et d'installation	51
Annexe B	: Base de paiement	52



Demande de Proposition (DDP)

Titre: Postes de travail d'analyse informatique judiciaire

Partie 1 Renseignements généraux

1.1 Introduction

La demande de soumissions est divisée en six parties, ainsi que des appendices et des annexes, comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : fournit aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations et renseignements supplémentaires;
- Appendice 1: Critères d'évaluation obligatoires;
- Appendice 3: Proposition Financière;
- Partie 7 Modèle de contrat: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent;
- Annexe A : Énoncé des travaux;
- Annexe B : Base de paiement;



1.2 Sommaire

L'Agence du revenu du Canada requiert la fourniture, la livraison et l'installation de sept (7) postes de travail d'analyse informatique judiciaire à deux emplacements de l'Agence en Ontario. L'entrepreneur doit achever la livraison et l'installation de tous les produits dans un délai de 12 semaines suivant l'attribution du contrat.

L'Agence envisage d'attribuer un contrat pour répondre à ce besoin.

Le processus de présentation de soumissions à l'Agence a changé : il faut maintenant ouvrir une conversation Connexion postel par l'intermédiaire du service Connexion postel. Pour présenter une soumission à l'aide du service Connexion postel, le soumissionnaire doit envoyer le plus tôt possible, au moins six jours ouvrables avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions (afin de s'assurer de recevoir une réponse), un courriel qui comprend le numéro de la demande de soumissions afin de demander l'ouverture d'une conversation Connexion postel à l'unité de réception des soumissions. Les demandes pour ouvrir une conversation Connexion postel reçues après ce délai pourraient ne pas être traitées. Dans le courriel, le soumissionnaire doit inclure le nom et l'adresse électronique de toutes les personnes qui doivent participer à la conversation dans Connexion postel. Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez la section 2.2.1, Révisions des instructions uniformisées 2003.

Marché conditionnellement réservé en vertu de la Stratégie d'approvisionnement du gouvernement fédéral pour les entreprises autochtones (SAEA)

Ceci est ouvert à la concurrence. Par contre, cette offre sera conditionnellement réservé selon la Stratégie d'approvisionnement auprès du gouvernement fédéral pour les entreprises autochtones (SAEA) si deux offres ou plus ont été reçues d'entreprises qui ont fourni une certification du SAEA et qui seraient répertoriées en tant qu'entreprises autochtones dans le Répertoire des entreprises autochtones du gouvernement du Canada (que l'on peut retrouver sur <https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1100100033057/1610797769658>).

Si votre entreprise n'est pas enregistré dans le Répertoire des entreprises autochtones, prière de vous enregistrer en utilisant le lien fourni ci-dessus si votre entreprise répond aux critères de la SAEA. Si les offres de deux ou plusieurs entreprises autochtones respectent les termes de la « demande de proposition », l'autorité contractante limitera la concurrence à ces entreprises autochtones et ne tiendra pas compte des offres soumises par des entreprises non-autochtones.

Si les offres des entreprises autochtones sont jugées non conformes, non-recevables ou sont retirées, l'autorité contractante ayant reçu moins de deux offres des entreprises répondants à la certification valide SAEA, évaluera toutes les offres reçues y compris celles des entreprises non-autochtones.

Promouvoir l'accessibilité



La [Loi canadienne sur l'accessibilité](#) (la Loi) a reçu la sanction royale le 21 juin 2019 et est entrée en vigueur le 11 juillet 2019 afin de favoriser la participation pleine et égale dans la société de toutes les personnes, en particulier les personnes en situation de handicap. La loi vise à parvenir à cette fin par la transformation graduelle du Canada en un pays exempt d'obstacles, au plus tard le 1^{er} janvier 2040, particulièrement par la reconnaissance, l'élimination et la prévention d'obstacles dans les champs de compétence fédéraux dans les domaines prioritaires suivants :

- l'emploi;
- l'environnement bâti (les immeubles et espaces publics);
- les technologies de l'information et des communications;
- les communications, autres que les technologies de l'information et des communications;
- l'acquisition de biens, de services et d'installations;
- la conception et la prestation de programmes et de services; et
- le transport.

L'Agence du revenu du Canada (Agence) s'engage pleinement à atteindre l'objectif de la Loi canadienne sur l'accessibilité qui consiste à rendre le Canada exempt d'obstacles d'ici le 1er janvier 2040. À la suite de consultations avec des personnes en situation de handicap, leurs aidants naturels et des employés en situation de handicap de l'Agence concernant les obstacles à l'accessibilité auxquels ils ont été confrontés avec les offres de service de l'Agence, l'Agence a publié son premier [plan d'accessibilité](#). Le plan décrit les mesures concrètes que l'Agence prendra pour cerner, éliminer et prévenir les obstacles à l'accessibilité dans l'ensemble de ses programmes et services au cours des trois prochaines années.

Conformément au plan d'accessibilité de l'Agence, et afin de respecter la Loi, nous prenons des mesures pour acquérir des biens et des services accessibles à l'appui de la prestation des programmes et des services de l'Agence. Par exemple, l'Agence a adopté les [exigences en matière de technologies de l'information et des communications \(TIC\) accessibles](#) décrites dans la norme européenne harmonisée EN 301 549 V3.1.2 (2021). Le respect de cette norme doit être démontré dans le cadre de toutes les demandes de soumissions de TIC applicables de l'Agence et des contrats subséquents.

L'Agence continue d'étudier des façons de s'assurer que tous les autres biens et services achetés sont inclusifs par conception et accessibles par défaut. Comme il est prévu que cette initiative ait lieu progressivement, les fournisseurs devraient s'attendre à ce que les exigences en matière d'accessibilité dans les contrats d'approvisionnement du Canada évoluent et puissent devenir plus exigeantes au fil du temps.

Questions ou préoccupations concernant l'accessibilité?



L'Agence invite les fournisseurs à cerner toute préoccupation en matière d'accessibilité à l'égard du présent document d'appel d'offres ou de toute exigence connexe. Veuillez faire part de vos préoccupations à l'autorité contractante indiquée dans la présente demande de propositions.

1.3 Glossaire de termes

TERME	DEFINITION
ARC	Agence du revenu du Canada
rendu droits acquittés (RDA)	Coûts de livraison, incluant les droits, acquittés jusqu'à un lieu désigné dans le pays d'importation. S'applique à tous les modes de transport.
proposition	Une présentation sollicitée par une partie à fournir certains biens ou services. Le mot «proposition» est utilisé de façon interchangeable avec «soumission»
demande de soumissions	Un acte ou une instance de demande de propositions / appels d'offres concernant certains produits et / ou services.
Nom de l'autorité adjudicative	Agence du revenu du Canada

1.4 Séance de compte rendu des soumissionnaires

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient faire la demande à l'autorité contractante dans les dix (10) jours civils suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte-rendu peut être effectué par écrit, par téléphone ou en personne.

1.5 Tribunal canadien du commerce extérieur

En règle générale, toute plainte concernant la présente procédure de passation des marchés publics doit être déposée auprès du Tribunal canadien du commerce extérieur (le Tribunal) dans les 10 jours ouvrables suivant la date où le soumissionnaire a découvert, ou aurait dû vraisemblablement découvrir, les faits à l'origine de sa plainte. Subsidiairement, dans ce délai, le soumissionnaire peut d'abord choisir de présenter à l'ARC une opposition concernant son motif de plainte; si l'ARC refuse la réparation demandée, le soumissionnaire peut alors déposer une plainte auprès du Tribunal dans les 10 jours ouvrables suivants ce refus. Dans certaines circonstances exceptionnelles, un délai de 30 jours peut s'appliquer au dépôt d'une plainte auprès du Tribunal. Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez le site Web du Tribunal (que l'on peut retrouver sur www.citt-tcce.gc.ca) ou communiquez avec le greffier du Tribunal au 613-990-2452. Référence : article 6 du Règlement



sur les enquêtes du Tribunal canadien du commerce extérieur sur les marchés publics (D.O.R.S./93-602).

Consulter également les [Processus de contestation des offres et mécanismes de recours](https://achatsetventes.gc.ca/pour-les-entreprises/vendre-au-gouvernement-du-canada/suivi-des-soumissions/processus-de-contestation-des-offres-et-mecanismes-de-recours) (que l'on peut retrouver sur <https://achatsetventes.gc.ca/pour-les-entreprises/vendre-au-gouvernement-du-canada/suivi-des-soumissions/processus-de-contestation-des-offres-et-mecanismes-de-recours>)



Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires

2.1 Exigences obligatoires

Lorsque des passages contenant les mots « doit » et « obligatoire » figurent dans le présent document ou tout autre document connexe faisant partie des présentes, l'élément décrit constitue une exigence obligatoire.

À défaut de respecter ou de montrer qu'elle respecte une exigence obligatoire, la soumission sera jugée non recevable et sera rejetée.

2.2 Instructions, clauses et conditions uniformisées A0000T (2012-07-16)

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (que l'on peut retrouver sur <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de cette demande de soumissions et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2022-03-29) Instructions uniformisées biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Les clauses suivantes sont intégrées à titre de référence :

Référence du CUA	Titre de la clause	Date
A3015T	Certifications	2014-06-26
C3011T	Fluctuation du taux de change	2013-11-06

2.2.1 Révisions aux instructions uniformisées 2003

Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels de 2003 (2022-03-29) révisés comme suit :

L'article 01, Dispositions relatives à l'intégrité – soumission, est supprimé dans son intégralité et remplacé par ce qui suit :

L'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité – soumission

1. La Directive sur l'intégrité des fournisseurs datée du 3 novembre 2021 est incorporée par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante. Le soumissionnaire doit respecter la Directive, qui se trouve sur le site Web de l'Agence à l'adresse suivante : <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/organisation/a-propos-agence-revenu-canada-arc/approvisionnements-a-arc/directive-integrite-fournisseurs-2.html>.
2. En vertu de la Directive, les accusations et condamnations prononcées à l'encontre d'un fournisseur, de ses affiliés ou de ses premiers sous-traitants, pour certaines infractions et d'autres circonstances, pourraient faire en sorte que TPSGC détermine que le fournisseur est



suspendu ou inadmissible de conclure un contrat avec le Canada. La liste des fournisseurs inadmissibles et suspendus figure dans la base de données sur l'intégrité de TPSGC. La Directive décrit la façon de présenter une demande de renseignements concernant l'inadmissibilité ou la suspension de fournisseurs.

3. En plus de tous les autres renseignements requis dans la demande de soumissions, le soumissionnaire doit fournir ce qui suit :
 - a. dans les délais prescrits dans la Directive, tous les renseignements exigés dans celle-ci qui sont décrits dans la section intitulée « Fourniture obligatoire de renseignements »;
 - b. avec sa soumission, une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Directive. La liste des accusations au criminel et des déclarations de culpabilité à l'étranger doit être soumise au moyen du formulaire de déclaration de l'intégrité, lequel se trouve sur la page du [Formulaires concernant le Régime d'intégrité](#).
4. Conformément au paragraphe 5, en présentant une soumission en réponse à la présente demande de soumissions, le soumissionnaire atteste :
 - a. qu'il a lu et qu'il comprend la Directive sur l'intégrité des fournisseurs à la page <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/organisation/a-propos-agence-revenu-canada-arc/approvisionnements-a-arc/directive-integrite-fournisseurs-2.html>;
 - b. qu'il comprend que certaines accusations au criminel et déclarations de culpabilité au Canada et à l'étranger, et certaines autres circonstances, décrites dans la Directive, entraîneront ou peuvent entraîner une détermination d'inadmissibilité ou une suspension conformément à la Directive;
 - c. qu'il est au courant que le Canada peut demander des renseignements, des attestations et des validations supplémentaires auprès du soumissionnaire ou d'un tiers, afin de prendre une décision à l'égard de son inadmissibilité ou de sa suspension;
 - d. qu'il a fourni avec sa soumission une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Directive;
 - e. qu'aucune des infractions criminelles commises au Canada ni aucune autre circonstance décrite dans la Directive n'entraînera une détermination d'inadmissibilité ou une suspension pour lui, ses affiliés ou les premiers sous-traitants proposés;
 - f. qu'il n'est au courant d'aucune décision d'inadmissibilité ou de suspension rendue par TPSGC à son sujet.
5. Lorsqu'un soumissionnaire est incapable de fournir les attestations exigées au paragraphe 4, il doit présenter avec sa soumission un formulaire de déclaration de l'intégrité dûment rempli, lequel se trouve sur la page du [formulaire de déclaration pour l'approvisionnement](#).
6. Le Canada déclarera une soumission non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont incomplets ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans une attestation



ou une déclaration sont faux ou trompeurs, à quelque égard que ce soit. Si, après l'attribution du contrat, le Canada établit que le soumissionnaire a fourni une attestation ou une déclaration fautive ou trompeuse, il pourrait résilier le contrat pour manquement. Conformément à la Directive sur l'intégrité des fournisseurs, le Canada pourrait également déterminer que le soumissionnaire est inadmissible à l'attribution d'un contrat parce qu'il a fourni une attestation ou une déclaration fautive ou trompeuse.

L'article 02, Numéro d'entreprise – approvisionnement, est par la présente supprimé dans son intégralité et remplacé par ce qui suit :

L'article 02 Numéro d'entreprise – approvisionnement

Les fournisseurs doivent obtenir un numéro d'entreprise (NE) avant l'attribution du contrat. Les fournisseurs peuvent s'inscrire pour obtenir un NE en ligne à l'adresse <https://www.canada.ca/fr/services/impots/numero-dentreprise.html>.

L'article 03, Instructions, clauses et conditions uniformisées, conformément à la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (L.C., 1996, ch. 16), est par la présente supprimé.

L'alinéa 2d de l'article 05, Présentation des soumissions, est supprimé dans son intégralité et remplacé par ce qui suit :

d. envoyer sa proposition uniquement à l'Unité de réception des soumissions de l'Agence du revenu du Canada précisée, ou à l'adresse indiquée dans la demande de proposition Section 2.3.

La mention (120) jours remplace « 60 jours » au paragraphe 4, de l'article 05, Présentation des soumissions.

La référence à « TPSGC » dans l'article 06, Soumissions déposées en retard, est par la présente supprimée et remplacée par « l'Agence ».

Tous les renvois à « TPSGC » dans l'article 07, Soumissions retardées, sont par la présente supprimés et remplacés par « l'Agence ».

L'article 08, Transmission par télécopieur ou par le service Connexion de la Société canadienne des postes (SCP), est supprimée dans son intégralité et remplacé par ce qui suit :

L'article 08 Transmission par le service Connexion

- a. Les soumissions doivent être transmises à l'aide du service Connexion (que l'on peut retrouver sur <https://www.canadapost-postescanada.ca/scp/fr/entreprise/services-postaux/courrier-numerique/connexion.page>) fourni par la Société canadienne des postes.
- b. Pour transmettre une soumission à l'aide du service Connexion, le soumissionnaire doit envoyer dès que possible, au moins six jours ouvrables avant la date de clôture de la demande de soumissions (pour permettre la certitude d'une réponse), un courriel qui contient le numéro de la demande de soumissions au Unité de réception des soumissions pour demander d'ouvrir une conversation Connexion. Les demandes d'ouverture de conversation Connexion reçues après cette date pourraient rester sans réponse. Dans le courriel, le soumissionnaire doit inclure le nom et l'adresse électronique de toutes les personnes qui doivent participer à la conversation dans Connexion.



- c. Si le soumissionnaire envoie un courriel demandant une conversation du service Connexion au Unité de réception des soumissions spécifié dans la demande de soumissions, un agent du Unité de réception des soumissions entamera alors la conversation Connexion. La conversation du service Connexion créera une notification par courriel de la Société canadienne des postes invitant le soumissionnaire à accéder au message dans la conversation, et prendre les actions nécessaires pour répondre. Le soumissionnaire pourra transmettre sa soumission en réponse à la notification à n'importe quel moment avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions.
- d. Le numéro de la demande de soumissions devrait être indiqué au champ réservé à la description dans toutes les transmissions électroniques.
- e. Il est important de savoir qu'il faut avoir une adresse postale canadienne pour utiliser le service Connexion. Si le soumissionnaire n'en a pas, il peut utiliser 320 rue Queen, Ottawa, ON K1A 1A2 pour s'inscrire au service Connexion.
- f. Dans le cas des transmissions par le service Connexion, le Canada ne pourra pas être tenu responsable de tout retard ou panne touchant la transmission ou la réception des soumissions. Entre autres, le Canada n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :
 - i. réception d'une soumission brouillée, corrompue ou incomplète;
 - ii. disponibilité ou condition du service Connexion;
 - iii. incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et celui utilisé pour la réception;
 - iv. retard dans la transmission ou la réception de la soumission;
 - v. défaut de la part du soumissionnaire de bien identifier la soumission;
 - vi. illisibilité de la soumission;
 - vii. sécurité des données contenues dans la soumission; ou
 - viii. incapacité de créer une conversation électronique par le service Connexion.
- g. L'Unité de réception des soumissions enverra un accusé de réception des documents de la soumission au moyen de la conversation Connexion. Cet accusé de réception ne confirmera que la réception des documents de soumission et ne confirmera pas si les pièces jointes peuvent être ouvertes ou si le contenu est lisible.
- h. Les soumissionnaires doivent veiller à utiliser la bonne adresse courriel de l'Unité de réception des soumissions lorsqu'ils demandent une conversation dans Connexion ou communiquent avec l'Unité de réception des soumissions et ne doivent pas se fier à l'exactitude d'un copié-collé de l'adresse courriel dans le système Connexion.
- i. Une soumission transmise par le service Connexion constitue la soumission officielle du soumissionnaire et doit être conforme à l'article 05..

Dans l'article 12, Rejet d'une soumission, les alinéas 1a et 1b sont supprimés dans leur intégralité.

Le paragraphe 2 de l'article 20, Autres renseignements, est par la présente remplacé par ce qui suit : Les demandes de renseignements concernant la réception des soumissions peuvent être adressées à l'autorité contractante dont le nom figure dans la demande de soumissions.

L'article 21, « Code de conduite pour l'approvisionnement – soumission », tous les renvois à « Code de conduite pour l'approvisionnement » sont par la présente supprimés et remplacés par « [Code de conduite des fournisseurs pour l'approvisionnement](#) » d'ARC.



2.3 Transmission des propositions

En répondant, le soumissionnaire DOIT envoyer la proposition à l'adresse de l'Unité de réception des soumissions indiquée ci-dessous au plus tard à l'heure et à la date figurant à la page 1.

LES SOUMISSIONNAIRES DOIVENT SOUMETTRE LEURS PROPOSITIONS À :

Agence du revenu du Canada
Unité de réception des soumissions
BRUg@cra-arc.gc.ca

Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour demander à l'Agence d'ouvrir une conversation Connexion, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2003. Les soumissionnaires ne doivent pas utiliser leur propre contrat de licence pour le service Connexion pour entamer une conversation Connexion avec l'Agence.

Par la présente, les soumissionnaires sont informés que l'Unité de réception des soumissions de l'ARC est disponible du lundi au vendredi inclusivement, de 830 h à 1500 h HNE, sauf les jours fériés observés par le gouvernement fédéral.

En raison de la nature de la présente soumission, la transmission électronique d'une proposition par le télécopieur n'est pas considérée pratique, et par conséquent, elle ne sera pas acceptée.

2.4 Communications en période de soumission A0012T (2014-03-01)

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables – soumission A9070T (2014-06-26)

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la



province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Termes et Conditions

Par la présente, le soumissionnaire atteste qu'il est conforme aux articles, aux clauses et aux modalités contenus ou mentionnés dans la présente demande de proposition (DDP) et le présent Énoncé des travaux (EDT) et qu'il les accepte. Toute modification, ou prix conditionnel du soumissionnaire, y compris les suppressions ou tout ajout apporté aux articles, aux clauses et aux modalités contenus ou mentionnés dans la présente DDP et/ou l'EDT feront en sorte que la soumission soit jugée non recevable.



Partie 3 Directives sur la présentation de la soumission

3.1 Soumission - nombre d'exemplaires CRA MOD A0055T (2007-11-30)

Le Canada demande que les soumissionnaires présentent leur soumission en sections séparées, comme suit :

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission, les soumissionnaires doivent démontrer qu'ils comprennent les exigences techniques comprises dans la demande de soumissions et expliquer comment ils s'y prendraient pour satisfaire à ces exigences. Les soumissionnaires doivent démontrer leurs capacités qu'ils adopteraient pour effectuer le travail, et ce, de façon complète, claire et concise.

La soumission technique doit aborder clairement et de manière suffisamment détaillée les points qui sont assujettis aux critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de simplement répéter l'énoncé compris dans la demande de soumission. Dans le but de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires abordent et présentent les sujets dans l'ordre de présentation des critères d'évaluation sous les mêmes rubriques. Pour éviter le chevauchement, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leurs soumissions en indiquant les numéros de paragraphe et de page du sujet qui a déjà été abordé.

Section II : Soumission financière

La section financière de la soumission doit être présentée en tant que document électronique distinct des autres sections de la soumission. Les soumissionnaires doivent envoyer leur soumission financière dans le format indiqué à l'annexe 3 : Proposition financière.

Les prix doivent figurer uniquement dans la soumission financière. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées à la partie 5.

3.2 Présentation et système de numérotation des soumissions CRA MOD A0054T (2007-11-30)

Le Canada demande que les soumissionnaires utilisent un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.



Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection

4.1 Généralités

Un comité formé de représentants de l'ARC évaluera les propositions pour le compte de l'Agence. Les services d'experts-conseils indépendants peuvent être retenus afin d'aider à l'évaluation ou à la validation d'aspects particuliers de la solution proposée. L'ARC se réserve le droit d'embaucher n'importe quel expert-conseil indépendant ou d'employer toute ressource gouvernementale qu'elle juge nécessaire à l'évaluation de toute proposition.

Les propositions seront évaluées conformément aux critères d'évaluations déterminés aux appendices 1 et conjointement avec les conditions précisées dans l'Énoncé des travaux (EDT). On encourage les soumissionnaires à traiter de ces critères de façon approfondie pour que leur proposition puisse faire l'objet d'une évaluation complète. Il revient au soumissionnaire de démontrer qu'il respecte les exigences mentionnées dans la demande de soumissions.

Les soumissionnaires sont informés que le simple fait de dresser la liste des expériences sans fournir les renseignements à l'appui permettant de décrire où et comment de telles expériences ont été acquises ne sera pas considéré comme démontré aux fins de cette évaluation. Les soumissionnaires ne devraient pas supposer que l'équipe d'évaluation connaît nécessairement l'expérience et les capacités du soumissionnaire ou de toute ressource proposée; toute expérience pertinente doit être démontrée dans la proposition écrite du soumissionnaire.

L'équipe d'évaluation déterminera d'abord s'il y a deux soumissions ou plus avec une certification de SAEA valide. Dans ce cas, le processus d'évaluation sera limité aux offres avec certification. Sinon, toutes les offres seront évaluées. Si certaines des offres avec une certification valide sont déclarées non recevables ou sont retirées et qu'il reste moins de deux offres recevables avec une certification valide, toutes les autres offres reçues seront évaluées.

4.2 Étapes du processus de sélection

Le processus de sélection visant à déterminer le soumissionnaire retenu se déroulera de la façon suivante :

Nonobstant les étapes 1 et 2, ci-dessous, dans le but d'accélérer le processus d'évaluation, l'ARC se réserve le droit d'effectuer l'étape 3 – Évaluation des propositions financières, simultanément avec les étapes 1 et 2. Si l'ARC décide d'exécuter l'étape 3 avant l'achèvement de l'étape 2, les renseignements contenus dans la proposition financière ne seront pas divulgués à l'équipe chargée de l'évaluation des sections obligatoires et cotées tant que les étapes 1 et 2 ne seront pas terminées. Cependant, si l'autorité contractante est en mesure de constater que la proposition est non recevable, car la proposition financière est incomplète ou comporte une erreur, elle informera l'équipe chargée d'évaluer les sections obligatoires que la proposition est non recevable et qu'elle ne devrait pas être retenue. L'évaluation parallèle de la proposition financière ne peut en aucune façon être interprétée comme signifiant que le soumissionnaire satisfait aux étapes 1 et 2, en dépit de l'énoncé selon lequel « toutes les soumissions respectant les seuils minimaux formulés à l'étape 2 passeront à l'étape 3 ».

Les soumissions seront classées selon la méthode de sélection.

Étape 1 – Évaluation en fonction des critères obligatoires



Toutes les soumissions seront évaluées pour déterminer si toutes les exigences obligatoires figurant à l'appendice 1 « Critères obligatoires » ont été respectées. Seules les soumissions qui respectent TOUTES les exigences obligatoires seront ensuite évaluées conformément à l'étape 2 ci-dessous.

Étape 2 – Évaluation en fonction des critères cotés

Les critères cotés par points ne s'appliquent pas à cette exigence.

Étape 3 – Évaluation des propositions financières

Seules les propositions conformes sur le plan technique qui respectent toutes les exigences mentionnées aux étapes 1 et 2 seront examinées à cette étape.

Les prix soumis seront évalués afin de déterminer la cote pour le prix d'évaluation de la soumission, telle qu'elle est définie à l'appendice 3 « Proposition financière ». Une fois que l'évaluation des prix des offres est déterminée dans l'étape 3, les propositions passeront à l'étape 4.

Pour chaque article présenté, les soumissionnaires doivent indiquer un prix, un pourcentage ou un poids, selon le cas, dans le format précisé à l'appendice 3 « Proposition financière ». Les fourchettes (p. ex. entre 10 \$ et 13 \$) ne sont pas acceptables.

Étape 4 – Méthode de sélection

La soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

Étape 5 – Conditions préalables à l'attribution du contrat

i) Certifications et informations supplémentaires :

Le soumissionnaire recommandé pour l'attribution d'un contrat doit répondre aux exigences décrites à la partie 5, « Attestations et renseignements supplémentaires », de la présente demande de propositions.

ii) Certification du produit :

L'Agence peut demander au soumissionnaire de fournir tous les documents justificatifs requis, au-delà de ceux requis pour étayer l'annexe 1 : Critères obligatoires, afin de démontrer la conformité des produits proposés configurés conformément aux exigences générales et détaillées décrites à l'annexe A et à l'annexe A-1. Les documents à l'appui peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter, des diagrammes, des guides de produits et des rapports d'essai. Si l'Agence en fait la demande, le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante les documents requis dans un délai de cinq (5) jours ouvrables.

On encourage les soumissionnaires à fournir les documents à l'appui dès que possible après la demande formulée par l'autorité contractante afin de garantir la réception de tous les renseignements requis avant la fin du délai prescrit. S'ils le souhaitent, les soumissionnaires peuvent fournir les documents à l'appui avec leur soumission au moment de la clôture de la période de soumission.

Les rapports d'essai doivent avoir été publiés au plus cinq (5) ans avant la date de soumission. Lorsque des rapports d'essai sont demandés, les résultats des essais doivent indiquer que le produit a passé avec succès chacun des essais énumérés.



Tous les essais doivent être effectués par une installation d'essai acceptable. Installation d'essai acceptable : Laboratoire qui est agréé selon la norme ISO 17025 par un organisme reconnu à l'échelle nationale, comme le Conseil canadien des normes ou l'American Association for Laboratory Accreditation, ou qui est inscrit au Programme d'acceptation des laboratoires de l'Office des normes générales du Canada pour la portée applicable des essais demandés.

Les résultats d'essais devront comprendre, à tout le moins, les renseignements suivants :

- a) un titre;
- b) le nom et l'adresse du laboratoire;
- c) l'identification unique du rapport (p. ex., le numéro de série);
- d) le nom et l'adresse du client (s'il y a lieu);
- e) la description et l'identification sans ambiguïté de l'élément d'essai;
- f) la caractérisation et l'état de l'élément d'essai;
- g) la date de réception de l'élément d'essai;
- h) les dates de réalisation de l'essai;
- i) l'identification des méthodes d'essai utilisées;
- j) tout ajout, écart ou exclusion par rapport aux méthodes d'essai (telles que les conditions environnementales).

Une liste des rapports d'essai requis de l'annexe A-1 se trouve ci-dessous :

1. ANSI/BIFMA X5.5 – Produits de bureau
2. ANSI/BIFMA M7.1 – Norme nationale américaine pour le mobilier de bureau – Méthode d'essai normalisée pour la détermination des émissions de COV des systèmes, composants et sièges de mobilier de bureau.
3. BIFMA PD-1 — Normes d'essais mécaniques — Définitions compilées
4. CAN/CGSB-44.227 Bureaux/tables, unités de rangement et composants autostables.

Si les renseignements requis sur les produits et les résultats des essais ne sont pas fournis dans le délai prescrit, la soumission sera jugée irrecevable, et l'Agence invitera le prochain soumissionnaire s'étant le mieux classé à participer à l'étape d'évaluation des rapports d'essai.

Les soumissionnaires sont invités à inclure les renseignements sur leurs produits et les résultats de leurs essais dans leur soumission.

Étape 6 – entrée en vigueur du contrat

Le soumissionnaire dont la soumission recevable a obtenu la cote la plus élevée et qui répond à l'ensemble des exigences énumérées ci-dessus sera recommandé aux fins d'attribution d'un contrat.



Partie 5 Attestations

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations énumérées à la pièce jointe 5.1 doivent être remplies et transmises avec la soumission. Le défaut de présenter les attestations énumérées à la pièce jointe 5.1 fera en sorte que la soumission soit jugée non conforme et ne soit pas retenue.

5.1 Attestations qui doivent être soumises au moment de la clôture des soumissions

5.1.1 Attestations coentreprises

Remplissez cette attestation si une coentreprise est proposée.

Le soumissionnaire déclare et garantit ce qui suit :

- a. L'entité soumissionnaire est une coentreprise contractuelle selon la définition ci-dessous. Une « coentreprise contractuelle » est une association de deux parties ou plus qui ont signé un contrat aux termes duquel elles conviennent de la façon dont elles joindront leurs fonds, leurs biens, leurs connaissances, leurs compétences, leur temps ou leurs autres ressources dans le cadre d'une entreprise commerciale conjointe, et dont elles partageront les bénéfices et les pertes. Les parties auront, en outre, un certain niveau de contrôle sur l'entreprise.
- b. Le nom de la coentreprise sera: _____ (si applicable).
- c. Les membres de la coentreprise contractuelle seront les suivants (le soumissionnaire devra ajouter, au besoin, des lignes pour tenir compte de tous les membres de la coentreprise):

- d. Les numéros d'entreprise (NE) de chaque membre de la coentreprise contractuelle sont les suivants (le soumissionnaire devra ajouter, au besoin, des lignes pour les NE additionnels):

- e. La date d'entrée en vigueur de la formation de la coentreprise est: _____
- f. Chaque membre de la coentreprise a désigné un membre, _____ (le « membre principal ») et lui a accordé les pleins pouvoirs pour agir à titre de représentant de l'ensemble des membres en vue de signer des documents relatifs au soumission ainsi que le contrat subséquent, sans pour autant s'y limiter, les modifications au contrat et les autorisations de tâches.
- g. La coentreprise est en vigueur à compter de la date de dépôt de la soumission.
Cette attestation de coentreprise doit être signée par CHAQUE membre de la coentreprise.



L'attestation de coentreprise sera en vigueur tout au long de la période du contrat, y compris toute période optionnelle, si elle est exécutée.

L'ARC se réserve le droit de demander au soumissionnaire de lui fournir des documents attestant l'existence de la coentreprise contractuelle.

Signature du représentant autorisé de chaque membre de la coentreprise

(Le soumissionnaire devra ajouter des lignes de signature, au besoin) :

_____ Signature du représentant dûment autorisé	_____ Nom de la personne (en caractères d'imprimerie)	_____ Dénomination sociale Nom de l'entreprise	_____ Date
_____ Signature du représentant dûment autorisé	_____ Nom de la personne (en caractères d'imprimerie)	_____ Dénomination sociale Nom de l'entreprise	_____ Date

5.1.2 Attestation aux fins du programme de marchés réservés aux entreprises autochtones

Ce marché peut être conditionnellement réservé sous la Stratégie d'approvisionnement auprès du gouvernement fédéral pour les entreprises autochtones (SAEA). Si l'attestation ci-dessous n'est pas fournie par le soumissionnaire, l'offre sera évaluée comme provenant d'une entreprise non autochtone. Pour de plus amples renseignements concernant les exigences requises des entreprises autochtones conformément au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, consulter [Admissibilité au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones](#) et [Renseignements sur l'approvisionnement à l'intention des propriétaires d'entreprises autochtones](#).

Un soumissionnaire qui présente, **au titre du programme**, une soumission ou une proposition en réponse à un appel d'offres doit remplir et présenter le présent formulaire d'attestation.

1.

- i. Je, soussigné, _____ (*Nom du représentant dûment autorisé de l'entreprise*) certifie par la présente que _____ (*Nom de l'entreprise*) satisfait, et continuera de satisfaire pendant toute la durée du contrat, aux exigences du programme telles qu'elles



sont énoncées dans « [Exigences pour les soumissionnaires au titre du Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones](#) », document que j'ai lu et compris.

- ii. L'entreprise susmentionnée accepte de faire le nécessaire pour que tout sous-traitant dont les services sont retenus aux fins du contrat respecte, s'il y a lieu, les stipulations énoncées dans les « Exigences pour les soumissionnaires au titre du Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones ».
- iii. L'entreprise susmentionnée accepte de fournir immédiatement à SAC, sur demande, des renseignements propres à prouver la conformité du sous-traitant avec les exigences du Programme.

2. Veuillez cocher la case appropriée :

- i. L'entreprise susmentionnée est une entreprise autochtone qui appartient à un propriétaire unique, à une bande, à une société à responsabilité limitée, à une coopérative, à une société de personnes ou à une organisation sans but lucratif, []

OU

- ii. L'entreprise susmentionnée est une coentreprise formée de 2 ou plusieurs entreprises autochtones ou d'une entreprise autochtone et d'une entreprise non autochtone. []

3. L'entreprise susmentionnée convient de fournir immédiatement à SAC les pièces que SAC pourrait lui demander de produire à l'occasion pour appuyer la présente attestation. Ces preuves doivent être accessibles pour vérification pendant les heures normales de travail par un représentant de SAC, qui pourra en faire des copies et en prendre des extraits. L'entreprise susmentionnée convient de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter les vérifications et de fournir l'information demandée par SAC en ce qui a trait à l'attestation.

4. Il est convenu que les conséquences civiles d'une fausse déclaration dans les documents de soumission, de la non-conformité aux exigences du programme ou de la non-présentation de preuves satisfaisantes à SAC concernant les critères d'admissibilité peuvent prendre les formes suivantes :

- saisie du dépôt de soumission;
- retenue des paiements;
- exclusion de toute participation à des contrats futurs au titre du programme;
- résiliation du contrat.

Dans le cas où le contrat serait résilié à cause d'une fausse déclaration ou du non-respect des exigences du programme ou des exigences relatives à la preuve, SAC se réserve le droit de retenir les services d'un autre entrepreneur pour terminer les travaux et tous les frais additionnels assumés par SAC devront alors, à la demande de SAC, être remboursés par l'entreprise.

5. Date _____

Signature _____

Titre (représentant dûment autorisé de l'entreprise) _____



Pour (nom de l'entreprise) _____

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html) » (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html>) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

5.2.3 Ancien fonctionnaire CRA Mod A3025T 2014-06-26

Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires (AF) qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définitions :

Aux fins de cette clause,



« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension :

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères.

Directive sur le réaménagement des effectifs :



Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

OUI () NON ()

Si "oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

5.2.4 Information rapport du vendeur

Les renseignements suivants doivent être fournis pour permettre le respect de l'ARC à conformément à l'alinéa 221 (1)(d) de la Loi de l'impôt sur le revenu, L.R. 1985, ch. 1, (5e suppl.), les ministères et organismes sont tenus de déclarer à l'aide du feuillet T1204, Paiements contractuels de services du gouvernement, les paiements versés aux entrepreneurs en vertu de contrats de services pertinents (y compris les contrats comprenant à la fois des biens et des services).

Aux fins de la présente clause:

« Dénomination Sociale » - Nom de la compagnie, société ou autre entité légalement constituée en personne morale sous lequel cette personne exerce ses droits et exécute ses obligations.

«Nom d'Emprunt» - Nom qui est légalement protégé et utilise dans le cours de ses affaires ou une compagnie.

Le soumissionnaire est invité à fournir les informations suivantes:

Dénomination
Sociale:

Nom d'emprunt:

Adresse:



Adresse de paiement ou selon le formulaire T1204 (si elle diffère) Adresse du paiement, si elle est identique à l'adresse ci dessus

Ville: _____

Province: _____

Code postal: _____

Téléphone: _____

Télécopieur: _____

Genre d'entreprise (Un seul choix)

Corporation

Société de personnes

Propriétaire unique

Société à but non-lucratif

Cie américaine ou internationale

Toutes compagnies enregistrées devront fournir leur numéro de Taxes des produits et services (TPS) ou Numéro d'Entreprise (NE). D'autres détails sur la façon d'obtenir un NE se trouvent à l'adresse suivante : <http://www.cra-arc.gc.ca/tx/bsnss/tpcs/bn-ne/menu-fra.html> Si c'est pour un service rendu par un(e) individu(e), s'il-vous-plaît, insérez le **numéro d'assurance sociale (NAS)**.

Taxes des produits et services (TPS): _____

Numéro d'Entreprise (NE): _____

Si un NAS est fourni, l'information sera demandée par l'autorité contractante au moment de l'attribution du contrat, avec des instructions sur la façon de soumettre en toute sécurité.

numéro d'assurance sociale (NAS) : _____

N/A

Raison: _____



Nota: Si vous choisissez "N/A", vous devez donner une raison.

Date: _____

Nom: _____

Signature: _____
(Signature du représentant dûment autorisé de l'entreprise)

Titre: _____
(Titre du représentant dûment autorisé de l'entreprise)

5.2.5 Attestation d'absence de collusion dans l'établissement de soumission

Je soussigné, en présentant la soumission ou offre ci-jointe (c-la « soumission ») à :

Agence du revenu du Canada
(Nom du destinataire de la soumission)

Pour : **Postes de travail d'analyse informatique judiciaire 1000466281**
(Nom et numéro du projet de la soumission)

suite à l'appel d'offres (c-l'« appel d'offres ») lancé par :

Agence du revenu du Canada
(Nom de l'autorité adjudicative)

déclare ce qui suit et certifie que ces déclarations sont vraies et complètes à tous les égards.

Je déclare au nom de que :

(Dénomination sociale du soumissionnaire [ci-dessous le « soumissionnaire »])

1. j'ai lu et je comprends le contenu de la présente attestation;
2. je sais que la soumission ci-jointe sera disqualifiée si les déclarations contenues à la présente attestation ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards;
3. suis autorisé par le soumissionnaire à signer la présente attestation et à présenter, en son nom, la soumission qui y est jointe;
4. toutes les personnes dont le nom apparaît sur la soumission ci-jointe ont été autorisées par le soumissionnaire à fixer les modalités qui y sont prévues et à signer la soumission en son nom;



5. aux fins de la présente attestation et de la soumission ci-jointe, je comprends que le mot « concurrent » s'entend de tout organisme ou personne, autre que le soumissionnaire, affilié ou non au soumissionnaire :
- qui a été invité par l'appel d'offres à présenter une soumission;
 - qui pourrait éventuellement présenter une soumission suite à l'appel d'offres compte tenu de ses qualifications, ses habiletés ou son expérience;
6. le soumissionnaire déclare (**cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes**) :
- a. qu'il a établi la présente soumission sans collusion et sans avoir communiqué ou établi d'entente ou d'arrangement avec un concurrent;
 - b. qu'il a établi la présente soumission après avoir communiqué ou établi une entente ou un arrangement avec un ou plusieurs concurrents et qu'il divulgue, dans le ou les documents ci-joints, tous les détails s'y rapportant, y compris le nom des concurrents et les raisons de ces communications, ententes ou arrangements;
7. sans limiter la généralité de ce qui précède aux alinéas 6a ou 6b, le soumissionnaire déclare qu'il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent relativement :
- aux prix;
 - aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix;
 - à la décision de présenter ou de ne pas présenter une soumission; ou
 - à la présentation d'une soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'appel d'offres; à l'exception de ce qui est spécifiquement divulgué conformément à l'alinéa 6b ci-dessus;
8. en plus, il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent en ce qui concerne les détails liés à la qualité, à la quantité, aux spécifications ou à la livraison des biens ou des services visés par le présent appel d'offres, sauf ceux qui ont été spécifiquement autorisés par l'autorité adjudicative ou spécifiquement divulgués conformément à l'alinéa 6b ci-dessus;
9. les modalités de la soumission ci-jointe n'ont pas été et ne seront pas intentionnellement divulguées par le soumissionnaire, directement ou indirectement, à un concurrent avant la première des dates suivantes, soit l'heure de l'ouverture officielle des soumissions, soit l'adjudication du marché, à moins d'être requis de le faire par la loi ou d'être requis de le divulguer conformément à l'alinéa 6b ci-dessus.

(Nom et signature de la personne dûment autorisée par le soumissionnaire)

(Titre)

(Date)



Appendices

Appendice 1: Critères d'évaluation obligatoires

Procédures d'évaluation

L'évaluation des soumissions s'effectuera en fonction de la Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection et en fonction de tous les critères d'évaluation obligatoires énumérés ci-après. Les soumissions qui ne respectent pas adéquatement TOUTES les exigences obligatoires seront considérées comme non recevables et seront rejetées sans autre considération.

Colonne A	Colonne B	Colonne C	Colonne D	Colonne E
Point	Identifiant de la section Exigence obligatoire	À L'USAGE EXCLUSIF DU SOUSSIONNAIRE	À L'USAGE EXCLUSIF DE L'AGENCE	
		Renvoi à la page	Respectée	Non respectée
M1	Proposition – Généralités			
M1.1	Le soumissionnaire doit être le fabricant des produits proposés ou un représentant autorisé à revendre les produits proposés. Si le soumissionnaire est un revendeur, il doit fournir une lettre du fabricant attestant qu'il s'agit bien d'un revendeur autorisé.			
M2	Réf. : Énoncé des travaux			
M2.1	Le soumissionnaire doit indiquer les postes de travail proposés conformément à l'annexe A : Énoncé des travaux. Le soumissionnaire doit inclure : <ul style="list-style-type: none">une liste des modèles de postes de travail proposés avec des images correspondantes (photos ou autres).			
M2.2	Le soumissionnaire doit fournir une copie de l'énoncé de politique environnementale de l'entreprise du fabricant des postes de travail, conformément à la section 3.4 « Emballage et transport » de l'annexe A et à la puce 5 de la section 3.2 « Produit requis — Mobilier collaboratif technique » de l'annexe A-1.			



Appendice 2: Critères de cotation numérique

Les critères cotés ne s'appliquent pas à cette exigence.



Appendice 3: Proposition Financière

Le soumissionnaire doit envoyer sa proposition financière conformément aux directives ci-dessous.

Les prix indiqués tiennent compte de toutes les exigences définies dans l'Énoncé des travaux à l'annexe A.

Les soumissionnaires doivent indiquer un **prix unitaire ferme**, en dollars canadiens, rendu droits acquittés (5001 Yonge Street, North York, ON, M2N 6R9 and 5800 Hurontario St, Mississauga, ON, L5R 0B8), droits de douane et taxes d'accise compris, s'il y a lieu, TPS/TVH en sus, s'il y a lieu, pour la fourniture, la livraison et l'installation de (7) sept postes de travail d'analyse informatique judiciaire, tels que définis à l'annexe A : Énoncé des travaux.

Les produits livrables seront expédiés aux destinations prévues à l'annexe A et rendus droits acquittés(5001 Yonge Street, North York, ON, M2N 6R9 and 5800 Hurontario St, Mississauga, ON, L5R 0B8) selon les Incoterms 2010 pour les envois d'un fournisseur commercial. L'entrepreneur assumera tous les frais de livraison et d'administration et tous les coûts et risques en rapport avec le transport et le dédouanement, y compris les droits de douane et taxes.

Tableau A : Postes de travail d'analyse informatique judiciaire

Point	Quantité (A)	Prix unitaire ferme (B)	Total multiplié (C = A * B)
Postes de travail tels qu'ils sont définis à l'annexe A	7	_____ \$ /unité	
Livraison (<u>5001 Yonge Street</u>)	1	Lot de _____ \$	
Installation (<u>5001 Yonge Street, Ottawa, ON</u>)	1	Lot de _____ \$	
Livraison (<u>5800 Hurontario Street, Ottawa, ON</u>)	1	Lot de _____ \$	
Installation (<u>5800 Hurontario Street, Ottawa, ON</u>)	1	Lot de _____ \$	
Prix d'évaluation de la soumission			\$ _____



			Calculé comme la somme de cette colonne C
--	--	--	-------------------------------------------



Partie 6 Modèle de contrat

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à et font partie de tout contrat découlant de la demande de soumissions.

6.1 Révision du nom du ministère

Les références au ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux ou au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux contenus dans toute condition ou clause du présent document doivent être interprétées comme des références au commissaire du revenu ou à l'Agence du revenu du Canada, selon le cas, à l'exception des clauses suivante :

- a. Clauses et conditions uniformisées.

6.2 Restructuration de l'Agence

Dans les cas où le ministère ou l'organisme de l'autorité contractante est en cours d'être réorganisé, absorbé par un autre ministère ou organisme du gouvernement ou démantelé en entier, le commissaire peut, par remise d'un avis à l'entrepreneur, désigner une autre autorité contractante pour tout le contrat ou pour une partie de ce dernier.

6.3 Besoin

L'entrepreneur doit réaliser les travaux conformément à l'Énoncé des travaux (EDT) à l'annexe A, ci-jointe et faisant partie du contrat.

6.3.1 Période du contrat

La période du contrat s'étend de la date d'attribution du contrat au _____ inclusivement (*Dates à insérer à au moment de l'attribution du contrat*).

6.4 Clauses et conditions uniformisées CCAU A0000C (2012-07-16)

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC que l'on peut retrouver sur [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](#)

Les clauses suivantes sont intégrées à titre de référence :

Référence du CUA	Titre de la clause	Date
A2000C A2001C	Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien) OU Ressortissants étrangers (entrepreneur étrangers) (À déterminer au moment de l'attribution du contrat)	2006-06-16 2006-06-16
A9068C	Règlements concernant les emplacements du gouvernement	2010-01-11
B9028C	Accès aux installations et à l'équipement	2007-05-25
C6000C	Limite de prix	2011-05-16



C2000C	Taxes - entrepreneur établi à l'étranger (<i>À déterminer au moment de l'attribution du contrat</i>)	2007-11-30
C2605C	Droits de douane et taxes de vente du Canada - entrepreneur établi à l'étranger	2008-05-12
G1005C	Assurances	2008-05-12
H1001C	Paiement multiples	2008-05-12

6.5 Conditions générales

2030 (2022-12-01), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 01 intitulé « Interprétation » la définition de « Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « État » modifié comme suit : « Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « État » se réfère à sa Majesté le Roi du chef du Canada, représentée par le commissaire de l'Agence du revenu du Canada (ARC) et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom du commissaire.

L'article 02 intitulé « Clauses et conditions uniformisées », est par la présente modifiée afin de supprimer la phrase « Conformément à la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, L.C., 1996, ch. 16, ». Le reste de l'article 02 demeure inchangé.

L'article 22 intitulé « Garantie » est par la présente supprimé et remplacé par :

1. Malgré l'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada ou au nom de celui-ci et sans limiter l'application toute autre disposition du contrat ou toute condition, garantie ou disposition, prévue par la loi, l'entrepreneur garantit, pour une période de 60 mois (ou tout autre période stipulée dans le contrat) que les travaux seront exempts de toute défectuosité liée à la conception, aux matériaux ou à la mise en oeuvre et qu'ils seront conformes aux exigences du contrat. La période de la garantie commence à la date de la livraison ou, si l'acceptation a lieu à une date postérieure, à la date de l'acceptation. Toutefois, en ce qui concerne les biens de l'État qui ne sont pas fournis par l'entrepreneur, la garantie de l'entrepreneur ne vise que leur intégration adéquate aux travaux.
2. En cas de défectuosité ou non-conformité de quelque partie des travaux pendant la période de garantie, l'entrepreneur, sur demande du Canada doit réparer, remplacer ou rectifier, à son choix et à ses frais, le plus tôt possible, la partie des travaux jugée défectueuse ou non conforme aux exigences du contrat.
3. Les travaux ou toute partie des travaux jugés défectueux ou non conformes seront retournés aux locaux de l'entrepreneur en vue de leur remplacement.
4. L'entrepreneur est responsable de payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux aux locaux de l'entrepreneur conformément au paragraphe 3. L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux qui sont remplacés ou rectifiés, au lieu de livraison précisé dans le contrat ou à un autre endroit désigné par le Canada.
5. L'entrepreneur, à ses frais, doit remédier aux effets de toute correction ou remplacement prévus dans le présent article sur l'ensemble des données et rapports, y compris la révision et la mise à



jour de l'ensemble des données, manuels, publications, logiciels et dessins touchés et demandés en vertu du contrat.

6. Si l'entrepreneur ne s'acquitte pas d'une obligation prévue dans le présent article dans un délai raisonnable après avoir reçu un avis, le Canada aura le droit de remédier ou de faire remédier aux travaux défectueux ou non conformes aux frais de l'entrepreneur. Si le Canada ne désire pas corriger ou remplacer les travaux défectueux ou non conformes, le prix contractuel sera réduit de façon équitable.
7. La période de garantie est automatiquement prolongée de la période au cours de laquelle les travaux sont inutilisables en raison d'une défectuosité ou d'une non-conformité. La garantie s'applique à toute partie des travaux qui est remplacée conformément au paragraphe 2, pendant la plus étendue des deux périodes suivantes:
 - a. la période de la garantie qui reste y compris la prolongation; ou
 - b. 90 jours ou toute autre période stipulée à cette fin après entente entre les parties.

L'article 23 intitulé « Confidentialité »,

Le paragraphe 5 est par la présente modifié en vue de supprimer « Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) » et d'insérez « Agence du revenu du Canada (Agence) ».

Le paragraphe 6 est par la présente modifié afin de supprimer le passage « le Manuel de la sécurité industrielle de TPSGC et ses suppléments » et de le remplacer par « les Exigences en matière de sécurité pour la protection des renseignements de nature délicate, lesquelles sont publiées par la Direction générale de la sécurité de l'Agence ».

Le reste de l'article 23 demeure inchangé.

L'article 32 intitulé « Résiliation pour raisons de commodité » paragraphe 2b est par la présente modifié afin de supprimer « conformément aux dispositions concernant le profit à l'article 10.65. Calcul du profit des contrats négociés du Guide des approvisionnements de TPSGC, ».

L'article 43 intitulé « Dispositions relatives à l'intégrité – contrat », est par la présente supprimée dans sa totalité et est remplacée par ce qui suit :

La Directive sur l'intégrité des fournisseurs (DIF) incorporée par renvoi dans la demande de soumissions est incorporée au contrat et en font partie intégrante. L'entrepreneur doit respecter les dispositions de la DIF laquelle se trouve sur le site Web de l'Agence du revenu du Canada <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/organisation/a-propos-agence-revenu-canada-arc/approvisionnement-a-arc/directive-integrite-fournisseurs-2.html>.

L'article 45 intitulé « Code de conduite pour l'approvisionnement – contrat » est supprimé en entier et remplacé par :

L'entrepreneur accepte de se conformer au [Code de conduite des fournisseurs pour l'approvisionnement](#) d'ARC et d'être lié par ses dispositions pendant la période du contrat.



L'article 46 intitulé « Exigences contre le travail forcé » est par la présente modifié afin de supprimer « TPSGC » et insérer « ARC ».

6.6 Exigences relative à la sécurité

Le personnel de l'entrepreneur doit être escorté en tout temps dans les locaux de l'ARC.

6.7 Responsables

6.7.1 Autorité contractante A1024C (2007-05-25)

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom: Chelsea Fournier

Téléphone: 343-552-1398

Adresse de courriel: chelsea.fournier2@cra-arc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.7.2 Chargé de projet A1022C (2007-05-25)

À être effectué à l'attribution du contrat.

5001 Rue Yonge:

Nom :

Adresse :

Numéro de Téléphone :

Adresse de courriel:

5800 Rue Hurontario:

Nom :

Adresse :

Numéro de Téléphone :

Adresse de courriel:

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.



6.7.3 Représentant de l'entrepreneur

À être effectué à l'attribution du contrat.

Nom :

Adresse :

Numéro de Téléphone :

Adresse de courriel :

6.8 Livraison

Tous les produits livrables doivent être reçus par le chargé de projet dans un délai de 12 semaines suivant l'attribution du contrat.

6.9 Inspection et acceptation

Tous les produits livrables conformément au présent contrat seront assujettis à l'inspection et à l'acceptation du chargé de projet au point de destination.

6.10 Base de paiement C0207C (2013-04-25)

Voir l'annexe B.

6.11 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des Conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient achevés.

Les factures doivent être distribuées comme suit :

- a. la facture originale et une (1) copie doivent être envoyées à le chargé de projet désigné en vertu de l'article intitulé « Responsables » aux fins d'attestation et de paiement;
- b. une (1) copie doit être envoyée à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

6.12 Mode de paiement

À la discrétion du Canada, l'entrepreneur sera payé par dépôt direct, par carte de crédit ou par chèque.

À sa seule discrétion, le Canada peut changer le mode de paiement en tout temps pendant la durée du contrat, y compris toute prolongation de ce dernier, pour l'un ou l'autre des modes de paiement énoncés ci dessus. Toutes les communications concernant le mode de paiement précis, y compris les changements qui y seront apportés, seront effectuées par écrit au moyen d'un courriel, puisque le Canada ne souhaite pas modifier officiellement ce contrat si le mode de paiement est changé.

L'entrepreneur est seul responsable de s'assurer que son organisation a le droit de recevoir un paiement du gouvernement du Canada.



6.12.1 Paiement par dépôt direct

L'entrepreneur devra accepter le dépôt direct pour effectuer le paiement des produits et/ou services décrits aux présentes. Les paiements par dépôt direct seront assujettis à l'article 18 – « Période de paiement » et à l'article 19 – « Intérêt sur les comptes en souffrance », tel qu'il est établi dans les conditions générales 2030 (2022-12-01) faisant partie du présent contrat.

En vue de soumettre ou de modifier une demande d'adhésion au paiement direct, l'entrepreneur doit remplir le formulaire Demande d'adhésion du fournisseur au mode de paiement électronique, qui est accessible à l'adresse suivante : <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/formulaires-publications/formulaires/rc231.html>

L'entrepreneur est seul responsable de s'assurer que les renseignements et le numéro de compte qui sont soumis au Canada à l'aide du formulaire Demande d'adhésion du fournisseur au mode de paiement électronique sont à jour. Si les renseignements de l'entrepreneur qui figurent dans le formulaire Demande d'adhésion du fournisseur au mode de paiement électronique ne sont pas exacts ou à jour, les clauses indiquées à l'article 18 – « Période de paiement » et à l'article 19 – « Intérêt sur les comptes en souffrance », tel qu'il est établi dans les conditions générales 2030 (2022-12-01) faisant partie du présent contrat ne s'appliqueront pas avant que l'entrepreneur ait réglé la question.

6.12.2 Paiement par chèque (Pour les entrepreneurs basés à l'étranger. À supprimer sinon applicable)

L'entrepreneur devra accepter les chèques du gouvernement du Canada pour le paiement des produits et des services décrits aux présentes.

6.13 Attestations

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat et pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

6.13.1 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.



6.14 Coentreprises (NOTE aux soumissionnaires: cette clause sera éliminée à l'attribution du contrat si elle ne s'applique pas)

Si un contrat est attribué à une coentreprise, tous les membres de la coentreprise seront conjointement et solidairement responsables ou individuellement responsables de l'exécution de tout contrat subséquent.

Dans le cas d'une coentreprise contractuelle, aucun différend, aucune réclamation ou action en dommages-intérêts, qu'il soit fondé sur un contrat, un délit civil ou toute autre théorie du droit, découlant de quelque façon que ce soit de la demande de propositions, du contrat ou de tout document connexe ou émis par la suite, y compris, sans pour autant s'y limiter, les autorisations de travaux et les modifications au contrat, ne peut être présenté ou intenté contre l'ARC, y compris, sans pour autant s'y limiter, l'ensemble de ses agents et de ses employés ou de ses mandataires, à moins que chaque membre de la coentreprise soit partie à un tel différend, ou à une telle réclamation ou action en dommages-intérêts (selon le cas).

Le soumissionnaire devra obtenir, au préalable, l'approbation écrite de l'autorité contractante pour tout changement à la composition d'une coentreprise contractuelle après l'attribution du contrat. Tout changement à la composition d'une coentreprise contractuelle après l'attribution d'un contrat sans l'approbation écrite préalable de l'autorité contractante sera réputé être un manquement aux obligations en vertu du contrat.

La coentreprise déclare et garantit avoir désigné _____ (*inscrire le nom approprié au moment de l'attribution du contrat*), « le membre principal », et lui avoir accordé les pleins pouvoirs pour agir à titre de représentant de l'ensemble des membres en vue de signer des documents relatifs au contrat, y compris, sans pour autant s'y limiter, les modifications au contrat et les autorisations de travaux.

S'il s'agit d'une coentreprise contractuelle, les paiements qui lui sont dus doivent tous être versés au membre principal de la coentreprise par l'Agence du revenu du Canada. Tout paiement versé au membre principal de la coentreprise sera réputé l'avoir été à la coentreprise et constituera une libération à l'égard de l'ensemble des membres de la coentreprise.

En signifiant un avis au membre principal de la coentreprise, l'Agence du revenu du Canada sera réputée avoir signifié cet avis à tous les membres de la coentreprise.

6.15 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés.

6.16 Lois applicables A9070C (2014-06-26)

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.



6.17 Ordre de priorité des documents A9140C (2007-05-25)

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur ladite liste.

1. les articles de la convention;
2. les conditions générales (2030 (2022-12-01) Conditions générales - besoins plus complexes de biens);
3. annexe A : Énoncé des travaux;
4. annexe B : Base de paiement;
5. la soumission de l'entrepreneur en date du *(insérez la date de la soumission)*, telle que modifiée le *(insérez la ou les dates de la ou des modifications, s'il y a lieu)*.

6.18 Règlement extrajudiciaire des différends

NÉGOTIATION SUIVIT D'UNE MÉDIATION OBLIGATOIRE, PUIS D'UN ARBITRAGE OU D'UN LITIGE, Y COMPRIS LA POSSIBILITÉ D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF

En cas de différend entre les parties découlant du présent contrat ou lié à ce contrat ou de toute infraction au contrat, les parties conviennent de se rencontrer, de négocier de bonne foi et de tenter de résoudre le différend à l'amiable sans avoir recours aux tribunaux.

Si les parties ne réussissent pas à résoudre le différend au moyen de négociations dans les dix (10) jours ouvrables, elles conviennent de faire appel à un seul médiateur sélectionné conjointement par les parties afin de faciliter le règlement du différend. Tous les coûts seront assumés à parts égales par les parties en litige.

Si un différend ne peut pas être réglé au cours d'une période de quinze (15) jours civils suivant la nomination du médiateur, ou si les parties ne peuvent pas choisir de médiateur dans les quinze (15) jours civils suivant la date de l'envoi par une partie à une autre de l'avis d'intention de procéder à la médiation, ou toute autre période plus longue convenue par les parties, les parties auront le droit de faire appel à tout autre recours légal, y compris, sans toutefois s'y limiter, un arbitre ou un juge.

Toutes les défenses reposant sur l'expiration d'un délai doivent être suspendues jusqu'à ce que la médiation prenne fin.

6.18.1 Le bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)

Les parties conviennent de faire tous les efforts raisonnables, de bonne foi, pour régler à l'amiable tout différend ou toute revendication découlant du contrat en favorisant la tenue de négociations entre leurs représentants ayant autorité pour régler les différends. Si les parties ne parviennent pas à un accord dans les 25 jours ouvrables après le signalement initial du litige, par écrit, auprès de l'autre partie, l'une ou l'autre partie peut communiquer avec le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) pour demander des services de règlement des différends/de médiation. Le BOA peut être joint par courriel, à l'adresse boa.opo@boa-opo.gc.ca, par téléphone au 1-866-734-5169, ou par l'entremise de son site Web, à l'adresse www.opo-boa.gc.ca. Pour de plus amples renseignements sur les services du BOA, veuillez consulter le [Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement](#) ou le [site Web du BOA](#).



6.18.2 Administration du contrat

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) a été mis sur pied par le gouvernement du Canada de manière à offrir aux soumissionnaires canadiens un moyen indépendant de déposer des plaintes liées à l'attribution de certains contrats fédéraux, sans égard à leur valeur. Si vous avez des préoccupations au sujet de l'administration d'un contrat du gouvernement fédéral, vous pouvez communiquer avec le BOA par courriel, à l'adresse boa.opo@boa-opo.gc.ca, par téléphone au 1-866-734-5169, ou par l'entremise de son site Web, à l'adresse www.opo-boa.gc.ca. Pour de plus amples renseignements sur les services du BOA, veuillez consulter le [Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement](#) ou le [site Web du BOA](#).

6.19 Attestation du statut d'entreprise autochtone (À supprimer au moment de l'attribution du contrat si cela ne s'applique pas)

1. L'entrepreneur déclare que l'attestation de conformité qu'il a fourni est exacte, complète et conforme aux exigences décrite au « [Admissibilité au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones](#) ».
2. L'entrepreneur doit conserver des dossiers et documents appropriés sur l'exactitude de l'attestation fournie au Canada. L'entrepreneur doit obtenir l'autorisation préalablement écrite de l'autorité contractante, avant de disposer des dossiers ou des documents pour une période de six ans commençant à la dernière des dates suivantes: la date du paiement final en vertu du contrat ou la date du règlement de toute plainte ou de tout litige en suspens. Au cours de cette période, tous les dossiers et documents devront être en tout temps accessibles pour vérification par les représentants du Canada, qui pourront en tirer des copies ou des extraits. Les installations de l'entrepreneur devront être accessibles à ces vérifications.
3. La présente clause ne peut être interprétée de façon à limiter les droits et recours que le Canada pourra autrement avoir en vertu du contrat.

6.20 Avis sur les événements de cybersécurité

1. L'entrepreneur doit fournir un avis écrit immédiatement après la découverte d'un incident, d'une violation, d'une compromission, d'une attaque ou d'une menace en matière de cybersécurité, y compris, sans toutefois s'y limiter : toute activité qui pourrait donner lieu à des répercussions négatives comme un dommage, une interruption, un accès non autorisé au système de technologie d'informatique (TI), au réseau, à l'infrastructure ou aux données de l'entrepreneur; une interruption malveillante ou un déni du service (l'« incident de cybersécurité »).

L'avis écrit doit être fourni :

- a. à l'autorité contractante;
- b. au Centre des opérations de cybersécurité de l'Agence du revenu du Canada à cyberincident@cra-arc.gc.ca; et
- c. au Centre canadien pour la cybersécurité à cyberIncident@cyber.gc.ca.



2. L'avis écrit doit comprendre les renseignements suivants au sujet de l'incident de cybersécurité, dès qu'ils sont mis à la disposition de l'entrepreneur :
 - a. la date et l'heure de l'incident de cybersécurité;
 - b. la nature de l'incident de cybersécurité;
 - c. l'identification des éléments compromis des systèmes de TI, du réseau, des données et de l'infrastructure;
 - d. un énoncé sur la réussite de l'incident de cybersécurité;
 - e. l'ampleur de la compromission connue ou probable des renseignements de l'Agence liés à l'incident de cybersécurité;
 - f. les mesures que l'entrepreneur prend ou prendra pour contenir l'incident de cybersécurité et limiter les répercussions supplémentaires causées par l'incident, y compris les délais de mise en œuvre de ces mesures;
 - g. une description de tous les renseignements qui ont été ou ont pu être consultés ou qui ont été compromis, car ces renseignements peuvent avoir ou auront une incidence sur l'Agence; et
 - h. tout autre renseignement pouvant être raisonnablement demandé par l'Agence pour l'aider à assurer la sécurité de ses systèmes de TI, de son réseau, de son infrastructure et de ses données.
3. L'entrepreneur doit fournir à l'Agence des mises à jour continues sur l'état de l'incident de cybersécurité, car l'incident peut avoir une incidence sur l'Agence, y compris, sans toutefois s'y limiter, sur ses systèmes de TI, son réseau, son infrastructure ou ses données jusqu'à ce que les vulnérabilités soient corrigées. Il doit aussi fournir tout autre renseignement concernant l'incident de cybersécurité raisonnablement demandé par l'Agence.
4. Les renseignements fournis par l'entrepreneur à l'Agence dans le cadre de cet article doivent être traités comme des renseignements confidentiels par l'Agence et seront seulement divulgués qu'aux employés et aux entrepreneurs de l'Agence qui pourraient en avoir besoin afin d'assurer la protection des systèmes de TI, du réseau, de l'infrastructure ou des données de l'Agence, et au Centre canadien pour la cybersécurité.
5. Si l'Agence n'est pas informée dans le cadre de cet article, elle peut, à sa discrétion exclusive, entraîner la résiliation de cette entente, selon les conditions générales de l'article « Manquement de la part de l'entrepreneur ».



Annexes

Les annexes suivantes s'appliquent au contrat et en font partie intégrante:

Annexe A : Énoncé des travaux

Annexe A-1: Exigences relatives aux produits

Annexe A-2: Calendrier de livraison et d'installation

Annexe B : Base de paiement



Annexe A : Énoncé des travaux

1. Introduction

- .1 L'Agence du revenu du Canada, au nom de la Direction des enquêtes criminelles, a un besoin relatif à la fourniture, à la livraison et à l'installation de sept postes de travail d'analyse judiciaire.

2. Portée

- .1 L'entrepreneur doit fournir, livrer et installer les produits tout en coordonnant avec les chargés de projet ou l'entrepreneur général responsable de la construction sur place. L'entrepreneur est responsable de fournir les composantes, le matériel, les connecteurs et les supports nécessaires à l'installation complète du mobilier requis.
- .2 Tous les produits, y compris les accessoires, doivent provenir du même fabricant.

3. Exigences générales

- .1 Calendrier
 - .1 La livraison des postes de travail doit être coordonnée en fonction du calendrier de construction sur le site du projet.
 - .2 L'entrepreneur doit coordonner la livraison du mobilier avec les chargés de projet.
- .2 Accès à l'immeuble
 - .1 L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'accès à l'immeuble et de livraison décrites à l'annexe A-2.
- .3 Sélection du fini
 - .1 Les finis seront sélectionnés par le chargé de projet conformément aux offres standard du fabricant.
- .4 Emballage et transport
 - .1 Les contenants en carton ondulés qui sont utilisés doivent être composés d'au moins 80 % de fibres de papier recyclées.
 - .2 L'entrepreneur doit mettre en œuvre, au minimum, un élément ou une combinaison des éléments suivants :
 - .1 Les produits doivent être expédiés en vrac (p. ex., ils peuvent être démontés en pièces afin d'être emballés de façon plus serrée pour l'expédition, puis réassemblés sur place).
 - .2 L'emballage est recyclable ou biodégradable.
 - .3 L'emballage peut être retourné au fournisseur ou à l'expéditeur.
 - .4 L'emballage est réutilisable.



4. Exigences techniques relatives aux produits

- .1 Les produits doivent être conformes aux exigences techniques et aux exigences de conception énoncées à l'annexe A-1, Exigences techniques relatives aux produits.
- .2 Tous les essais doivent être effectués par une installation d'essai acceptable.
Installation d'essai acceptable : Laboratoire qui est agréé selon la norme ISO 17025 par un organisme reconnu à l'échelle nationale, comme le Conseil canadien des normes ou l'American Association for Laboratory Accreditation, ou qui est inscrit au Programme d'acceptation des laboratoires de l'Office des normes générales du Canada pour la portée applicable des essais demandés.
- .3 Les rapports d'essai doivent avoir été publiés au plus cinq (5) ans avant la date de soumission.



Annexe A-1 : Exigences relatives aux produits

1. Normes de référence et exigences relatives aux essais

- .1 Les produits doivent être conformes aux normes et aux exigences en matière d'essai figurant sur la liste suivant, le cas échéant.
- .2 L'American National Standards Institute (ANSI) et le Business and l'Institutional Furniture Manufacturers Association (BIFMA) International
 - .1 ANSI/BIFMA X5.5 – Desk Products
 - .2 ANSI/BIFMA M7.1 - American National Standard For Office Furnishings - Standard Test Method for determining VOC Emissions from Office Furniture Systems, Components and Seating.
- .3 Business and Institutional Furniture Manufactures Association (BIFMA)
 - .1 BIFMA PD-1 —Mechanical Test Standards —Compiled Definitions
- .4 Office des normes générales du Canada (ONGC)
 - .1 CAN/CGSB-44.227 Bureaux/tables, unités de rangement et composants autostables.

2. Produit requis — Mobilier collaboratif technique

.1 Généralités :

- .1 Le mobilier collaboratif doit avoir été conçu de façon intégrée et modulaire ainsi que comprendre des cadres de banc inférieur et supérieur, des surfaces de travail réglables par l'utilisateur, des étagères réglables et des accessoires connexes, comme des accessoires permettant de distribuer l'alimentation et de gérer les câbles.
- .2 Tous les produits et composantes doivent être conformes aux exigences de la dernière version publiée de la norme CAN/CGSB-44.227, à moins d'indications contraires. Cela comprend, entre autres, les essais mécaniques réussis pour la sécurité et le rendement conformément à la norme ANSI/BIFMA X5.5.
- .3 Les dimensions indiquées ci-dessous sont nominales. Autres que les tolérances relatives aux mesures inscrites dans la norme CAN/CGSB-44.227, les écarts suivants sont permis :
 - .1 Surfaces horizontales : jusqu'à 51 mm (2 po) plus étroite et 25 mm (1 po) moins profonde.
 - .2 Surface totale occupée : jusqu'à 51 mm (2 po) plus étroite et 25 mm (1 po) moins profonde.



- .3 Hauteur totale : plus ou moins 51 mm (2 po) pour la hauteur totale de l'unité, y compris le cadre supérieur.
 - .4 Les produits doivent être conformes aux exigences en matière d'essais d'émissions conformément à la norme ANSI/BIFMA M7.1.
 - .5 Tout le bois utilisé dans la fabrication des produits de mobilier offerts doit provenir d'une forêt gérée de façon durable, certifiée par l'Association canadienne de normalisation (CSA), le Forest Stewardship Council (FSC), le Program for the Endorsement of Forest Certification (PEFC) ou la Sustainable Forestry Initiative (SFI).
- .2 Cadres du banc inférieur :
- .1 Cadres modulaires en acier robuste dont les tailles sont indiquées ci-dessous, avec une barre agissante comme repose-pieds en acier peint pleine longueur et un panneau arrière de renforcement horizontal pleine longueur.
 - .2 Lorsque le cadre est entièrement assemblé avec les surfaces de travail, les postes de travail ne doivent pas dépasser 1 829 mm (72 po) de largeur sur 762 mm (30 po) de profondeur.
 - .3 Les cadres doivent être en acier peint et formés de sections verticales et horizontales avec des goussets et des raidisseurs soudés.
 - .4 Les sections verticales qui sont insérées doivent être divisées en composantes ne dépassant pas 38 mm (1,5 po) permettant de fixer des étagères, des espaces de rangement ou des accessoires.
 - .5 Les supports doivent comprendre des patins robustes avec un réglage de niveau minimal de 25 mm.
- .3 Cadres du banc supérieur :
- .1 Les cadres en acier modulaires robustes doivent être d'une largeur et d'une profondeur qui correspondent aux cadres inférieurs du banc tout en ayant une hauteur totale maximale de 1 829 mm (72 po).
 - .2 Les cadres doivent être formés de sections verticales et horizontales en acier peint. Les sections verticales qui sont insérées doivent être divisées en composantes ne dépassant pas 38 mm (1,5 po) pour fixer des étagères, des espaces de rangement ou des accessoires.
 - .3 Les cadres doivent comprendre des panneaux arrière en acier qui peuvent s'insérer.
 - .4 Les cadres doivent comprendre un panneau de lattes en métal d'au moins 200 mm (8 po) de hauteur et d'au moins 1 524 mm (60 po) de largeur pour le montage d'accessoires (comme des éléments pour l'éclairage, des plateaux ou des bras d'écran).
 - .5 Les cadres supérieurs avec toutes les étagères pouvant être attachées et les options d'accessoires doivent être conçus pour se déplacer verticalement en même temps que la surface de travail principale.
- .4 Surfaces :
- .1 La surface de travail principale doit fournir jusqu'à 300 lb (136 kg) de capacité de charge.



- .2 Les surfaces horizontales (y compris la surface de travail principale et les surfaces de soutien du périphérique d'entrée, s'il y a lieu) doivent avoir des arêtes et des coins arrondis.
- .3 Les surfaces de travail doivent avoir deux (2) passe-fils de 75 mm (3 po) de largeur à l'arrière de la surface permettant la gestion des câbles.
- .4 La surface de travail principale doit avoir comme fini une plaque stratifiée haute pression dissipatrice d'électricité avec des bandes de chant en plastique assorties.
- .5 La surface de travail principale doit être réglable verticalement de façon continue par l'utilisateur et être conçue pour permettre le travail à l'ordinateur assis ou debout.
 - .1 Lorsque la surface de travail principale est destinée à servir de surface de support du périphérique d'entrée pour le travail sur ordinateur, la hauteur de la surface doit être réglable de 610 mm (24 po) ou moins jusqu'à 1168 mm (46 po) ou plus (distance entre le haut de la surface et le sol).
 - .2 Lorsqu'une surface de support de périphériques d'entrée supplémentaire est fournie, la hauteur de la surface de travail principale doit être réglable de 686 mm (27 po) ou moins à 1 092 mm (43 po) ou plus (distance entre le haut de la surface et le sol).
- .6 Lorsqu'elles sont fournies, les surfaces de soutien des périphériques d'entrées supplémentaires doivent :
 - .1 avoir au moins 10 pouces de profondeur et 27 pouces de largeur;
 - .2 pouvoir être ajustées de façon continue afin d'être placées au moins 127 mm (5 po) en dessous et au moins 76 mm (3 po) au-dessus de la surface de travail principale;
 - .3 pouvoir être inclinées de +/- 5 degrés;
 - .4 être conçu avec des fonctions pour empêcher le mouvement involontaire des périphériques d'entrée;
 - .5 comprendre un repose-mains amovible dont la largeur est la même que la surface de soutien et dont la profondeur est d'au moins 51 mm (2 po).
- .5 Étagères :
 - .1 Deux (2) étagères doivent être fournies pour chaque poste de travail.
 - .2 Les étagères doivent être au moins aussi larges que le cadre et avoir une profondeur utile d'au moins 300 mm (12 po) ainsi qu'une profondeur totale d'au plus 381 mm (15 po).
 - .3 Les étagères doivent pouvoir être enlevées par l'utilisateur final sans l'utilisation d'outils non fournis et doivent avoir une capacité de poids minimale de 80 kg (175 lb).
 - .4 Les étagères doivent avoir comme fini une plaque stratifiée haute pression et des bandes de chant arrondies en plastique assorties.
- .6 Accessories :



- .1 Les accessoires intégrés suivants doivent être fournis pour chaque poste de travail :
 - .1 Une (1) gaine de câble horizontale en acier peint pouvant être fixée aux cadres et ayant des ouvertures pour le passage des fils, qui s'étend sur toute la largeur du cadre.
 - .2 Deux (2) couvercles pour les passe-fils de 75 mm.
 - .3 Une (1) barre de service modulaire afin d'accommoder les prises électriques et les connexions de communication. Les barres de service doivent pouvoir être installées par l'utilisateur sur les cadres supérieurs ou inférieurs du banc en acier ou sur la surface de travail principale au moyen de supports conçus à cet effet. Chaque barre de service doit avoir au moins quatre prises de courant de 110 V qui sont entièrement mises à la terre d'une capacité totale de 2 x 15 A, avec un cordon d'alimentation d'au moins 1 500 mm (60 po) de longueur, un chapeau de cordon moulé et des plaques frontales pour six (6) connecteurs modulaires de communication.
 - .4 Deux (2) bras d'écran entièrement articulés. Chaque bras d'écran doit pouvoir supporter un écran d'une diagonale allant jusqu'à 762 mm (30 po).
 - .1 Plage de réglage continu vertical d'au moins 241 mm (9,5 po).
 - .2 Ajustement horizontal de la profondeur d'au moins 406 mm (16 po) mesuré à partir de la base du centre de rotation du pivot lorsque le bras est entièrement déployé vers l'utilisateur permettant à l'utilisateur de régler la position de l'écran de façon continue.
 - .3 L'articulation du bras d'écran doit permettre au moniteur de s'incliner d'au moins 10 degrés vers le haut et de 30 degrés vers le bas, de pivoter d'un côté à l'autre (angle de lacet) à un angle de 180 degrés et de pivoter de 90 degrés dans l'une ou l'autre direction afin de permettre à l'utilisateur de placer l'écran horizontalement ou verticalement.
 - .4 Capacité de poids minimale de 8 kg.
 - .5 Des plaques de fixation pour écran standard VESA de deux tailles (75 mm [2,9 po] x 75 mm [2,9 po] ou 100 mm [3,9 po] x 100 mm [3,9 po]), y compris l'équipement.
 - .6 Équipement permettant de fixer le bras d'écran, le cas échéant (p. ex., un accessoire pour panneaux de rangement ou une pièce de montage).
- .7 Finis :
 - .1 Tous les finis stratifiés doivent satisfaire aux exigences relatives aux surfaces de travail horizontales stratifiées à haute pression énoncées à la section 5 de la norme CAN/CGSB-44.227, y compris :
 - .1 Brillant
 - .2 Résistance à l'abrasion
 - .3 Solidité de la couleur



.4 Résistance au choc

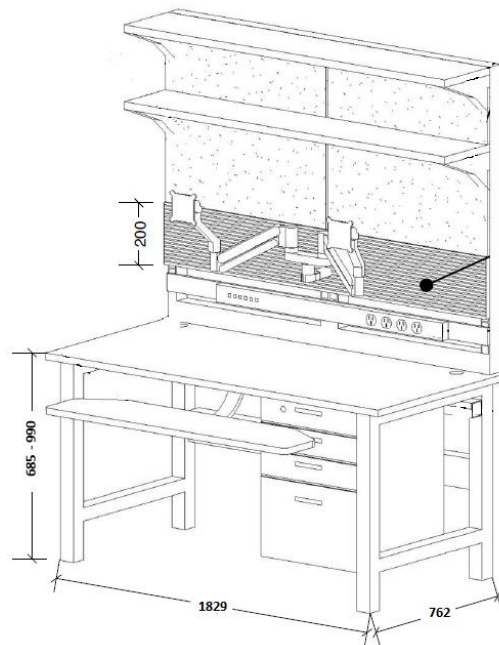
.2 La peinture de finition doit satisfaire aux exigences relatives aux surfaces peintes autres que celles en bois présentées à la section 5 de la norme CAN/CGSB 44.227, y compris :

- .1 Dureté du fini
- .2 Solidité de la couleur

.3 Adhérence de la peinture

.8 Exemple de poste de travail

.1 Un exemple de poste de travail se trouve ci-dessous :





Annexe A-2 : Calendrier de livraison et d'installation

1. Calendrier de livraison et d'installation

- .1 L'entrepreneur doit achever la fourniture, la livraison et l'installation de tous les produits dans un délai de 12 semaines suivant l'attribution du contrat.

2. Instructions de livraison

- .1 Les livraisons doivent avoir lieu pendant les heures normales de bureau.
- .2 Toutes les livraisons doivent être effectuées par l'intermédiaire du quai de chargement seulement. Les entrées pour piétons ne peuvent pas être utilisées. L'accès au quai de chargement doit être coordonné avec les chargés de projet.
- .3 Cinq (5) bureaux doivent être livrés au 5001, rue Yonge, North York (Ontario), M2N 6R9 et deux (2) bureaux doivent être livrés au 5800, rue Hurontario, Mississauga (Ontario), M2N 6R9.

3. Entrée du quai de chargement

a. 5001, rue Yonge, North York (Ontario), M2N 6R9

- .1 Heures d'ouverture : de 7 h à 18 h
- .2 Portes
 - .1 Porte 1 : 6680 x 4318 mm, avec niveleur de quai

b. 5800, rue Hurontario, Mississauga (Ontario) M2N 6R9

- .1 Heures d'ouverture : de 7 h à 17 h
- .2 Portes :
 - .1 Porte 1 : 2 438 x 3048 mm, avec niveleur de quai

4. Renseignements sur les monte-charge

a. 5001, rue Yonge, North York (Ontario), M2N 6R9

- .1 Taille approximative — PORTE ARRIÈRE : 2134 x 1270 mm
- .2 Taille approximative — Cabine : 1 829 x 1 676 x 2 489 mm
- .3 Capacité : maximum de 2270 kg

b. 5800, rue Hurontario, Mississauga (Ontario) M2N 6R9

- .1 Taille approximative : 1 829 x 1 219 mm
- .2 Capacité : maximum de 1 600 kg

**Annexe B : Base de paiement**

L'entrepreneur doit être payé un prix unitaire ferme en dollars canadiens, rendus droits acquittés (5001 Yonge St, North York, ON, M2N 6P6 and 5800 Hurontario St, Mississauga, ON, L5R 0B8), droits de douane et taxes d'accise compris, s'il y a lieu, TPS/TVH en sus, s'il y a lieu, pour la fourniture, la livraison et l'installation de (7) sept postes de travail d'analyse informatique judiciaire, tels que définis à l'annexe A : Énoncé des travaux.

Les produits livrables seront expédiés aux destinations prévues à l'annexe A et rendus droits acquittés(5001 Yonge Street, North York, ON, M2N 6R9 and 5800 Hurontario St, Mississauga, ON, L5R 0B8) selon les Incoterms 2010 pour les envois d'un fournisseur commercial.

L'entrepreneur assumera tous les frais de livraison et d'administration et tous les coûts et risques en rapport avec le transport et le dédouanement, y compris les droits de douane et taxes.

Tableau A : Postes de travail d'analyse informatique judiciaire

Point	Quantité (A)	Prix unitaire ferme (B)	Total multiplié (C = A * B)
Postes de travail tels qu'ils sont définis à l'annexe A	7	_____ \$ /unité	
Livraison (<u>5001 Yonge Street</u>)	1	Lot de _____ \$	
Installation (<u>5001 Yonge Street, Ottawa, ON</u>)	1	Lot de _____ \$	
Livraison (<u>5800 Hurontario Street, Ottawa, ON</u>)	1	Lot de _____ \$	
Installation (<u>5800 Hurontario Street, Ottawa, ON</u>)	1	Lot de _____ \$	
Coût étendu total			
TVH (13%)			
Coût total			